



Thierry Mennesson,
responsable mondial IT
Strategy and Transformation

Les DSI passent au vert !

Le point avec Thierry Mennesson, responsable mondial IT Strategy and Transformation, et Jean-Luc Couasnon, responsable en France Infrastructure consulting, ITIL et Green IT.

La « Green IT » génère-t-elle des évolutions de marché ?

Thierry Mennesson :

Clairement. Dans leurs stratégies de développement durable, les entreprises opèrent une déclinaison autour de l'informatique.

Les directions informatiques ont également conscience qu'elles représentent un impact

environnemental significatif et souhaitent jouer pleinement leur rôle dans ce mouvement.

Les fournisseurs d'infrastructures, enfin, ont tous positionné le développement durable et sa déclinaison « Green IT » au centre de leur offre pour conserver un avantage concurrentiel sur le marché.

Comment expliquez-vous cette prise de conscience dans l'informatique ?

T. M. : Premièrement, parce que le secteur est un gros consommateur d'énergie et que cela va aller croissant. Il présente donc une forte capacité à optimiser. Par ailleurs, le système d'information est au cœur des modes de fonctionnement de l'entreprise. C'est donc un levier significatif pour réduire l'empreinte carbone des entreprises et optimiser les modes de fonctionnement. Enfin, l'IT est aussi un levier pour rendre les produits et les services fournis aux clients plus « green ». Les actifs informatiques, les processus de fonctionnement internes, les produits et services fournis

aux clients sont trois axes complémentaires d'une stratégie « Green IT ».

Quels sont les réflexes acquis et les zones d'ombre à lever ?

T. M. : L'acquis est surtout sur le premier point : l'optimisation des actifs informatiques. Nous l'observons au moment des renouvellements de parcs PC, serveurs et systèmes de climatisation. L'aspect développement durable fait alors partie du cahier des charges. En revanche, la direction informatique n'est pas encore assez sollicitée sur les réflexions d'optimisation des processus et sur les produits/services fournis au client. C'est dommage et certainement un axe de progrès important dans la réflexion sur le développement durable.

Jean-Luc Couasnon : Dans certains secteurs, les DSI sont encore dépendants du directeur financier. L'informatique est considérée comme un centre de coût à rationaliser. Mais dans d'autres secteurs, la tendance est inverse. Chez Philips par exemple, le DSI participe à l'élaboration, à la surveillance et à la mise en place de la supply chain d'une nouvelle gamme de produits verts, qui représentera à terme 20 % de la production de la firme.

T. M. : Le DSI et ses équipes sont des pourvoyeurs de solutions, des personnes qui rendent les choses possibles. Souvent, lorsque le développement durable n'est pas pensé à l'échelle de l'entreprise, celle-ci se prive de possibilités supplémentaires offertes par l'informatique. Une dernière prise de conscience, encore peu répandue, consiste à se demander comment optimiser sa propre activité en synergie avec des industries connexes.

J.-L. C. : Par exemple, les centres de données produisent de la chaleur, qui peut être utilisée pour chauffer des bâtiments. Les Italiens, eux, sont très avancés sur la biomasse. Ils savent produire près d'un mégawatt à l'hectare.

Le Green Maturity Model mis en place par Accenture permet-il d'aller aussi loin ?

J.-L. C. : Il y a trois phases dans notre approche « Green IT ». La première consiste, pour un client, à se poser rapidement des questions sur sa maturité écologique. En 25 questions, il lui est déjà possible de se positionner. Ensuite, via un questionnaire plus approfondi de 200 à 300 questions, basé sur des interviews et des ateliers à la fois avec l'immobilier, les achats et l'informatique, on détermine le niveau de « maturité verte » de l'entreprise. Enfin, on peut approfondir le sujet avec une démarche plus détaillée afin d'établir des « indicateurs verts ». Grâce à une base de données exhaustive, nous prenons en compte le profil énergétique des serveurs et des machines pour déterminer un bilan CO₂ à la fois pour les data centers, pour les postes de travail et pour les réseaux, souvent oubliés,

qui pèsent sur le résultat. Une fois ce bilan opéré, on procède par jeu de scénario afin de déterminer comment infléchir le bilan CO₂ en prenant des mesures concrètes.

Quels sont les premiers enseignements de ce Green Maturity Model ?

J.-L. C. : D'abord démontrer aux DSI qu'ils ne gèrent pas 100 % de l'IT. La téléphonie, l'impression et une bonne partie de l'électricité reviennent en général aux services généraux. Pour évoluer, il faut mettre dans les mains d'un seul acteur la décision de réduire la facture énergétique, sinon, l'entreprise n'avance pas. Ensuite, un certain nombre de DSI sont face à des plans de charge hors d'atteinte de leurs moyens. En général, ils n'ont pas de visibilité sur ce que seront leurs besoins énergétiques dans trois ans. Pendant des années, l'informatique était omnipotente : il était donc hors de question de la remettre en cause. Mais désormais les besoins évoluent de manière exponentielle et l'énergie devient plus rare. Les puissances consommées dans les data centers de grands groupes sont de l'ordre de 1,5 mégawatt par mètre carré ! Aux Etats-Unis, l'informatique est la cinquième industrie en consommation électrique. Certains grands groupes prévoient donc d'installer des data centers près de centrales nucléaires. Aujourd'hui, un certain nombre de banques et d'administrations se trouvent ainsi dans ce que l'on appelle une « impasse kilowatt », c'est-à-dire qu'à six mois, elles ne savent plus héberger leur informatique dans les locaux dont elles disposent. Paradoxalement, plus de puissance, c'est aussi plus de climatisation



Jean-Luc Couason,
responsable en France Infrastructure
consulting, ITIL et Green IT

donc moins de machines au mètre carré. C'est un vrai problème que nos outils permettent de visualiser et d'anticiper.

Existe-t-il déjà des preuves de retour sur investissement ?

J.-L. C. : Bien sûr. De nombreuses entreprises sont en train de mettre en place de vraies politiques d'impression avec des machines partagées. Certaines mesures paient immédiatement, comme ce fut le cas chez General Electric qui a paramétré des mécanismes de stand by sur l'ensemble de son parc. Ce type de mesures peut paraître trivial mais attention, bien orchestrées, elles peuvent faire économiser plusieurs millions d'euros par an à une grande entreprise.